

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation pour le marché n°2024_58 00-00 MPA

Acheteur

Mipih
12 rue Michel Labrousse
CS 93668
31036 Toulouse Cedex 1

Prestations de traiteur pour les stands Mipih, Mipih-SIB et SIB lors du salon Santexpo
2025

NB : Tout comme l'ensemble des documents de la consultation, le présent document ne peut être modifié à l'initiative du soumissionnaire.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet de la consultation.....	4
ARTICLE 2. Présentation du MipihSIB.....	4
ARTICLE 3. Accord de confidentialité	5
ARTICLE 4. Montant du marché.....	5
ARTICLE 5. Durée et délai d'exécution du marché public	6
5.1 Durée du marché	6
5.2 Délais d'exécution.....	6
ARTICLE 6. Documents contractuels.....	6
6.1 Pièces particulières	6
6.2 Pièces générales.....	6
6.3 Notification	7
ARTICLE 7. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre	7
7.1 Conditions particulières d'exécution	7
7.2 Titulaire étranger – Langue et unité monétaire	7
ARTICLE 8. Condition d'exécution des prestations.....	7
8.1 Lieu d'exécution des prestations	7
8.2 Qualité et description des prestations attendues	7
8.3 Prestations attendues	8
8.4 Collaborateurs dédiés du Titulaire.....	8
8.5 Gestion des personnels du Titulaire.....	9
8.6 Tenue vestimentaire et sécurité sanitaire du personnel	9
ARTICLE 9. Sous-traitance et co-traitance	9
9.1 Sous-traitance	10
9.2 Modalités de paiement direct.....	11
9.3 Cotraitance et répartition des paiements.....	11
ARTICLE 10. Etablissement des prix.....	11
10.1 Forme des prix	11
10.2 Contenu du prix.....	11
10.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	12
ARTICLE 11. Modalités de règlement du marché.....	12
11.1 Paiement.....	12
11.2 Facturation.....	12
11.3 Avance.....	13
11.4 Acomptes	14
ARTICLE 12. Modalités d'exécution.....	14
12.1 Suivi de l'exécution	14
12.1.1 Coopération	14

12.1.2	Relation avec le titulaire	14
ARTICLE 13.	Opérations de vérification	14
ARTICLE 14.	Modification du marché et clause de réexamen.....	15
14.1	Cessation des activités du Titulaire.....	15
ARTICLE 15.	Droits et obligations des parties	16
15.1	Obligation de conseil.....	16
15.2	Obligation de confidentialité.....	16
15.3	Gestion des données à caractère personnel.....	16
ARTICLE 16.	Pénalités	17
16.1	Généralités	17
16.2	Pénalités en cas de retard dans l'exécution de la prestation.....	17
16.3	Pénalité pour travail dissimulé.....	18
ARTICLE 17.	Responsabilité et assurance	18
17.1	Responsabilité extracontractuelle.....	18
17.2	Responsabilité contractuelle.....	18
17.3	Assurances	18
ARTICLE 18.	Arrêt du marché	19
ARTICLE 19.	Résiliation du marché et exécution pour frais et risque.....	19
19.1	Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	19
19.2	Résiliation pour faute du Titulaire	19
19.3	Exécution de la prestation pour frais et risque	20
ARTICLE 20.	Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement ..	20
20.1	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	20
20.2	Protection de l'environnement	20
ARTICLE 21.	Différends et litiges	20
ARTICLE 22.	Dérogation au C.C.A.G.....	21

ARTICLE 1. Objet de la consultation

Le présent marché est un accord-cadre mono- attributaire ayant pour objet la prestation de traiteur pour les stands Mipih-SIB lors du salon Santexpo 2025.

Cet accord-cadre est également et indifféremment désigné dans le cadre des pièces du dossier de consultation et contractuelles « marché ».

Le marché porte sur la prestation « traiteur » à effectuer sur les stands I47 et J47 à l'occasion du salon SantExpo 2025, qui se tiendra les 20, 21 et 22 mai 2025 à Paris Porte de Versailles.

Lieu de réception :

Paris Expo Porte de Versailles
Hall 1 – stands I47 et J47
1 place de la Porte de Versailles
75015 PARIS

Les informations sont disponibles sur le site : <https://www.santexpo.com/salon-santexpo/>

La prestation devra être effectuée sur les stands du Mipih et du SIB.

Le stand MipihSIB a une surface totale de 407m2 qui se décompose comme suit :

- Un stand de 243m2 : J47
- Un stand de 144m2 : I47
- Une mezzanine de 20m2

Nb : La surface au sol est de 387m2 et la surface globale incluant la mezzanine est de 407m2.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2. Présentation du MipihSIB

A compter du 1^{er} janvier 2025, le Mipih fusionne avec le SIB pour créer le 1er groupe public d'excellence au service du numérique. Depuis plus de 30 ans, le Mipih et le SIB, deux acteurs publics de la coopération au service de la santé et des territoires, innovent en construisant des systèmes d'information souverains qui respectent les normes réglementaires et de sécurité avec éthique. La mission du MipihSIB est d'accompagner la transition numérique des acteurs publics (établissements hospitaliers, collectivités territoriales, services de l'État) et des acteurs du secteur privé en garantissant un cadre éthique et responsable. Pour y répondre, le MipihSIB propose une offre industrielle publique, complète et souveraine :

- Santé :
 - Système d'information médical de territoire et gestion hospitalière
 - Digitalisation du parcours de soins
 - Coordination ville-hôpital et services aux professionnels de santé
- Collectivités et services déconcentrés de l'Etat :
 - Transformation numérique et gestion de la donnée
 - Solutions mutualisées
 - Numérique éducatif

- Confiance numérique
- Data et IA :
 - Hébergement HDS et souverain des données sensibles
 - Exploitation de la donnée
 - Écosystème IA de confiance
- Services experts :
 - Conseil et accompagnement
 - Formation
 - Interopérabilité

Le MipihSIB en chiffres :

- 1000 établissements de santé (métropole + outre-mer) accompagnés dans leur transformation numérique.
- Présence dans 123 sur 136 établissements supports de GHT
- Plus de 1300 collaborateurs répartis sur 8 sites (Amiens, Lille, Reims, Rouffach, Rennes, Bordeaux, Toulouse et un bureau à Paris Santé Campus).
- 4 datacenters certifiés HDS.

Sites : <https://mipih.fr/> et <https://www.sib.fr/>

L'année 2025 marque la création d'une nouvelle entité suite à la fusion officielle entre le Mipih et le SIB au 1^{er} janvier.

Afin de répondre aux enjeux des hospitaliers publics français, les deux acteurs publics de référence de l'informatique hospitalière, unissent leurs compétences pour proposer une stratégie industrielle publique et souveraine en santé numérique, conçue pour et par les hospitaliers. Portés par des valeurs communes de coopération, d'innovation, d'excellence et de respect, le Mipih et le SIB apportent leur expérience et savoir-faire afin de valoriser l'excellence publique hospitalière.

L'édition SantExpo 2025 est l'occasion de scénariser le lancement de la nouvelle identité

ARTICLE 3. Accord de confidentialité

Le marché est régi par des dispositions contenues dans le document intitulé « accord de confidentialité » qui doit être impérativement signé par le titulaire ou son représentant et établi spécifiquement dans le cadre du présent marché.

Cet accord de confidentialité reste en vigueur pendant toute la durée de la consultation, à compter de la divulgation des informations confidentielles et jusqu'au 1^{er} jour de la tenue de l'évènement SANTEXPO, le 20 mai 2025.

ARTICLE 4. Montant du marché

L'accord cadre ne comporte pas de minimum.

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 60 000 € HT.

Le montant prévisionnel est de 54 000 € HT.

ARTICLE 5. Durée et délai d'exécution du marché public

5.1 Durée du marché

Le présent marché lie les parties de sa date de notification jusqu'à la fin de l'évènement Santexpo 2025.

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'évènement Santexpo 2025.

ARTICLE 6. Documents contractuels

6.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe éventuelle ;
- L'annexe financière ayant également valeur contractuelle ;
- L'accord de confidentialité
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Les bons de commande émis dans le cadre du marché
- L'annexe RGPD ST
- Cadre de réponse technique
- L'offre du titulaire (mémoire technique venant compléter le CRT)
- Les actes spéciaux de sous traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente, intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées en cours de consultation.

Les documents et correspondances relatifs au marché public sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché public, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

6.2 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à l'accord-cadre, notamment :

- Le Code de la commande publique ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS), en vigueur,
- Le Code du travail,
- L'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Cette liste n'est pas exhaustive: le titulaire s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation applicable en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire, en matière de licences d'exploitation pour servir des boissons alcoolisées, d'autorisation de transport et de vente de produits alimentaires.

6.3 Notification

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G.-FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire contre reçu, de l'acte d'engagement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché public listées ci-dessus.

ARTICLE 7. Dispositions générales relatives à l'accord-cadre

7.1 Conditions particulières d'exécution

Cet accord-cadre ne comporte pas de conditions particulières d'exécution prenant en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations conformément aux dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique.

7.2 Titulaire étranger – Langue et unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Toutes les pièces du dossier seront rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 8. Condition d'exécution des prestations

8.1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations devront être livrées sur les stands Mipih-SIB, Paris Expo, Porte de Versailles, Hall 1 à Paris, dans les conditions de la réglementation applicables aux denrées alimentaires périssables, aux dates et heures convenues dans le cadre de la mise au point du marché.

Il est souhaitable que le prestataire prenne connaissance au préalable des lieux afin de prendre en compte des contraintes logistiques et bâtimementaires

8.2 Qualité et description des prestations attendues

Le Titulaire s'engage à garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du marché.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux fournitures et aux prestations du présent marché.

S'agissant des mets proposés, le titulaire s'engage à respecter les indications et exigences contenues dans le CCTP

La Personne Publique se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des fournitures et prestations fournies par le Titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisées notamment par des constats ou des rapports effectués par la Personne Publique ou par un tiers à sa demande, sont opposables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à proposer durant toute l'exécution du marché des démarches ou actions d'améliorations, à suivre leur mise en œuvre et à mesurer et à diffuser les résultats obtenus.

8.3 Prestations attendues

En plus de la confection, la réalisation et la fourniture des mets et la fourniture des boissons et accessoires précisés dans le cadre du CCTP, il est notamment attendu du titulaire :

- La fourniture et la mise en place des « buffets ». La qualité de la mise en œuvre est un atout qualité et participe à l'image de l'acheteur.
- L'installation des verres, plateaux et boissons.
- En fin de réception, rangement des verres et plateaux et nettoyage et la reprise.

8.4 Collaborateurs dédiés du Titulaire

Le Titulaire du marché désigne dans les trois jours suivants la notification du marché, un chef de projet dédié à la compétence nécessaire pour le suivi du présent marché. Le Collaborateur ainsi dédié est l'interlocuteur de la Personne Publique pendant toute la durée du marché. La comitologie est précisée dans le C.C.T.P.

Le Titulaire désigne dans les mêmes délais un collaborateur dédié suppléant qui interviendra en cas d'empêchement du collaborateur dédié Titulaire. Les personnels du Titulaire affectés à la mission, dont le Collaborateur dédié, peuvent à tout moment être remplacés sur son initiative, à condition que la ou les remplaçants soient de compétence au moins équivalente.

Tout changement de collaborateur dédié après information de la Personne Publique (le représentant de l'acheteur et le responsable de projet), dans un délai de deux mois avant sa cessation de fonction, doit se faire tout en assurant la continuité du service rendu. Dans ce même délai de deux mois, le Titulaire présente le remplaçant au Représentant de l'acheteur et au Responsable Projet du mipih.

A défaut de désignation, ou si le Collaborateur dédié remplaçant est récusé par le mipih dans un délai d'un mois à compter de sa nomination, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS.

8.5 Gestion des personnels du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le Titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Afin de vérifier que les salariés désignés par le Titulaire présentent les compétences professionnelles conformes à celles présentées dans son offre, le Titulaire devra produire, avant tout début d'exécution, le profil des intervenants. La Personne Publique dispose de la faculté de récuser ces intervenants.

En cas d'absence ou de départ d'un de ses préposés, le Titulaire doit en aviser le représentant de l'acheteur et le Responsable Projet du mipih et désigner un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu et de sa qualité associée. Le remplaçant proposé au mipih, et validé par lui, prend ses fonctions le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le Titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

En outre, la Personne Publique peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du marché. Le Titulaire doit alors procéder à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation consiste en la transmission des connaissances du projet nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement de personnel du Titulaire ne pourra entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de deux refus successifs par la Personne Publique d'un remplaçant proposé par le Titulaire, la Personne Publique se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS.

8.6 Tenue vestimentaire et sécurité sanitaire du personnel

Afin d'assurer la meilleure sécurité alimentaire pour le personnel, le titulaire veille en collaboration avec l'acheteur à mettre en œuvre une organisation de nature à permettre le respect d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire doit munir son personnel et ses éventuels sous-traitants de vêtements de travaux et de tous les équipements de protection individuelle prescrits par la réglementation en vigueur en fonction des tâches qu'il réalise. Les tenues et équipements sont à la charge du titulaire.

Une tenue propre, soignée et adaptée est exigée.

ARTICLE 9. Sous-traitance et co-traitance

9.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée conformément à l'article L.2193-3 du Code de la commande publique.

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par l'acheteur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance et par le titulaire (le mandataire en cas de groupement d'entreprises).

En cas de déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché public, les demandes devront être présentées par le titulaire du marché public au mipih au plus tard 15 jours avant la date prévue d'intervention du ou des sous-traitant(s).

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché public,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du code de la commande publique,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,
- les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

1. La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
2. L'accord de confidentialité
3. Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitants prévus aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
4. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
5. Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant ;
6. L'exemplaire unique de l'accord-cadre délivré, le cas échéant, au titulaire lors de la notification de cet accord-cadre, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance ;
7. En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

Tout sous-traitant (quel que soit son rang) est également soumis aux exigences de confidentialité : Aussi, le titulaire du marché ne doit notamment pas divulguer à des tiers, y compris les éventuels sous-traitants sans autorisation écrite et sans que ce tiers n'ait préalablement rempli et retourné le présent accord au Mipih et à toute personne qui n'ont pas à connaître de ces informations.

9.2 Modalités de paiement direct

Conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique, le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie des prestations dont il assure l'exécution.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées aux articles R.2193-11 à 16 du Code de la commande publique.

9.3 Cotraitance et répartition des paiements

L'acte d'engagement et le cas échéant le DC4, indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire [ou aux membres du groupement titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

En cas de cotraitance, la signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du mipih.

ARTICLE 10. Etablissement des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

10.1 Forme des prix

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande. Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par le pouvoir adjudicateur dans le bordereau des prix.

10.2 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent les prix des prestations du présent marché détaillées dans l'offre technique du Titulaire, conformément à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Il est par ailleurs précisé que le prix du marché comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché (y compris frais de déplacement – hébergement) et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le Titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement le site d'intervention et avoir ainsi intégré l'ensemble des contraintes spécifiques dans son prix global et forfaitaire.

10.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur.

ARTICLE 11. Modalités de règlement du marché

11.1 Paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R.2192-12 à R.2192-17 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :
Fabrice DECOSSE
Comptable assignataire
12, rue Michel Labrousse
31000 Toulouse

11.2 Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP : mipih-finances@mipih.fr

En application de l'article D.2192-2 du code de la commande publique, la facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;

- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Fabrice DECOSSE

Comptable assignataire

12, rue Michel Labrousse, 31000 Toulouse

11.3 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire par ce dernier dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 15 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande, toutes taxes comprises, divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions définies aux articles R.2191-11 et 12 du code de la commande publique.

NOTA : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-17 à 21 du code de la commande publique.

11.4 Acomptes

Par application de l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acomptes.

Conformément à l'article 11.2 du C.C.A.G.-FCS, le montant de ces acomptes est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

ARTICLE 12. Modalités d'exécution

12.1 Suivi de l'exécution

12.1.1 Coopération

Pendant toute la durée du marché public, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec le mipih.

Le mipih s'engage à mettre à disposition du prestataire, les documents et informations dont ce dernier aura besoin pour mener à bien ses prestations. Il se garde toutefois le droit de refuser la communication de certains documents.

12.1.2 Relation avec le titulaire

La collaboration étroite et permanente pendant toute la durée du salon du titulaire est un élément essentiel de la réussite de l'exécution des prestations.

Le titulaire désigne un chef de projet pour garantir un suivi des prestations.

Cette personne sera l'interlocuteur privilégié du titulaire: l'acheteur s'adressera à cette personne pour toute réclamation ou demande d'information portant sur le déroulement, de la prestation. Ce référent doit être joignable rapidement en cas de sollicitations.

Dans le cadre de son offre, le titulaire désigne un Responsable Maître d'Hôtel en charge des deux stands. Les autres Maîtres d'hôtel et Serveurs sont les personnes en charge du service.

Dans l'hypothèse où les personnes désignées par le titulaire ne satisferont pas l'acheteur, le titulaire devra proposer un remplaçant soumis préalablement à la validation de l'acheteur

ARTICLE 13. Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché conformément aux dispositions du C.C.A.G.-FCS.

Par dérogations aux dispositions contenues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification s'effectueront au moment de l'exécution de la manifestation, l'acheteur procédera à un examen sommaire de la prestation au niveau qualitatif et quantitatif grâce au bon de livraison.

Si des difficultés apparaissent, l'interlocuteur de la société devra trouver une solution.

A la suite de la prestation, l'acheteur établira l'adéquation et la qualité des prestations réalisées, la qualité des produits livrés et/ou le personnel mis à disposition

En cas de rejet ou de non admission des prestations, le titulaire devra être mesure de trouver une solution afin que soit assuré le service.

ARTICLE 14. Modification du marché et clause de réexamen

Le représentant de l'acheteur pourra procéder aux modifications prévues aux articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 et 6 du Code de la commande publique en particulier :

- a) Variation des prix : les parties pourront convenir d'un nouvel accord sur le ou les prix en cas d'une évolution disproportionnée du ou de ces prix, et susceptible notamment d'altérer l'équilibre financier du contrat
- b) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- c) Des modifications de référence pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :
 - Que les nouvelles références respectent le C.C.T.P. ;
 - Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve, le cas échéant, le droit de mettre en œuvre une clause de réexamen relative :

- à la modification des dates de l'évènement. Cette modification ne devra entrainer aucune modification du lieu de l'évènement et devra être considéré comme un simple report de date.

14.1 Cessation des activités du Titulaire

Dans le cas où les activités du Titulaire seraient cédées à une autre société, à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du marché du Titulaire à cette autre société sera possible dans les mêmes conditions d'exécution.

La conclusion d'un avenant de transfert concrétisera l'accord du mipih quant à la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale.

Le mipih se réserve le droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L.2141-1 du Code de la commande publique.

Si pour quelque raison que ce soit, le suivi et support ne pouvaient être assurés, soit par le Titulaire en titre du marché, soit par un tiers désigné par ses soins, le présent marché serait résilié aux torts du Titulaire.

ARTICLE 15. Droits et obligations des parties

15.1 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil de la Personne Publique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai la Personne Publique ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché, tels qu'ils ont été définis dans le présent document.

15.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à respecter les obligations spécifiques contenus dans l'accord de confidentialité s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le pouvoir adjudicateur qu'il recevrait de celui-ci.

Par ailleurs, le Titulaire s'interdit d'interroger le personnel de la Personne Publique ou des utilisateurs sans consulter préalablement le coordinateur désigné par elle.

Le Titulaire garde la propriété des méthodes, du savoir-faire et des procédés qu'il aura développés ou mis en œuvre pour exécuter ses prestations.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du mipih.

15.3 Gestion des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations, les parties pourront traiter des données de contact professionnelle de leur interlocuteur respectif et dans ce cadre, chaque partie s'engage à respecter toute la législation applicable en matière de protection des données à caractère personnels et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les éléments relatifs au traitement des données à caractère personnels sont explicités dans l'annexe RGPD RT -ST du contrat.

Ce document doit être complété et signé par titulaire du marché public permettant la gestion des données à caractère personnel. Il définit les règles, rôles et responsabilités des parties.

Par ailleurs, les informations collectées par le mipih font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la passation et la gestion de ce marché public. Ces informations sont à destination du mipih, des organismes en charge du contrôle de la légalité et de la DGFIP.

Conformément aux articles R.2184-12 et 13 du Code de la commande publique, les pièces constitutives du marché sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services et de dix ans pour les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les titulaires des marchés disposent des droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, une demande doit être adressée par courrier au Délégué à la protection des données du mipih, ou par courriel au moyen de l'adresse suivante : dpo@mipih.fr.

Dans l'hypothèse d'un manquement aux dispositions ci-dessus, une réclamation auprès de la CNIL pourra être introduite.

ARTICLE 16. Pénalités

16.1 Généralités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont l'inexécution a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme étant libéré de son obligation du fait du paiement de celle-ci.

Le recouvrement des pénalités s'opère par un décompte fait sur le montant tarifaire des sommes dues au Titulaire, au titre du présent marché.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire reste redevable de pénalités lui ayant été notifiées.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de telle sorte qu'il est redevable quel que soit leur montant total.

16.2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution de la prestation

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-FCS, en cas de retard, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable,

Pénalités	Montant
Retard de plus d'une heure sur la livraison sur les stands	200 € par heure de retard
Retard de plus d'une heure sur l'installation des buffets	130 € dès 1 heure de retard, puis toutes les 30 minutes supplémentaires

Retard de plus d'une heure pour la présence du personnel	250 € par heure de retard.
Non-respect de la qualité de produits (non conforme au bon de commande)	Pénalité égale au double du montant de la commande non exécutée.
Pénalités spécifiques en cas de non-respect de la confidentialité résultant de l'accord de confidentialité	10 % du montant total de la prestation.

16.3 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 17. Responsabilité et assurance

En compléments des dispositions mentionnées aux articles 8 et 9 du C.C.A.G.-FCS, est convenu ce qui suit.

17.1 Responsabilité extracontractuelle

La responsabilité extracontractuelle de l'acheteur et celle du titulaire peuvent être, le cas échéant, engagées dans les conditions fixées par le droit français, à raison des dommages causés par le personnel ou le matériel des deux acteurs du projet.

17.2 Responsabilité contractuelle

Sauf pour les hypothèses relevant de la force majeure ou pour des manquements dont l'origine serait imputable à la défaillance de la Personne Publique ou de l'un de ses préposés dans l'exécution du marché, le Titulaire est responsable de tout manquement à ses obligations contractuelles au titre du présent marché et doit réparation pour les dommages causés à la Personne Publique, à ses préposés et/ou tiers.

Cette responsabilité peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au C.C.A.G.-FCS.

17.3 Assurances

Le Titulaire doit posséder une assurance civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le titulaire est responsable de l'ensemble des dégradations de quelque nature que ce soit, des dommages qui pourraient être causés aux personnels, aux biens de l'acheteur, et/ou à des tiers

(et notamment acteurs de santé) du fait de sa présence sur site, des pertes vols occasionnées par ses salariés ou sous-traitants au cours d'une intervention sur site.

Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-FCS, le titulaire (chacun des membres du groupement le cas échéant, chaque sous-traitant) devra fournir, avant tout commencement d'exécution, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient des garanties suffisantes et en rapport avec la mission confiée dans le cadre du marché.

Il veillera à informer l'acheteur de tout changement de police d'assurance en cours de marché, et remettra, à chaque renouvellement de sa police d'assurance, des documents à jour.

ARTICLE 18. Arrêt du marché

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 19. Résiliation du marché et exécution pour frais et risque

19.1 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-FCS, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1,5 %, du montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

19.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-FCS, le mipih se réserve le droit de prononcer la résiliation immédiate de tout ou partie du marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- a) Si le montant des pénalités atteint 20% du montant forfaitaire du marché ;
- b) Inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-1 et 2 du Code de la commande publique ;
- c) Mauvaise exécution et/ou défaut d'exécution des prestations objet du présent marché ;

- d) Non-respect des dispositions relatives aux articles D.8222-5 et D.82227 du Code du travail après mise en demeure restée infructueuse.
- e) Non respecte de la confidentialité prévue dans le cadre du marché.

Sauf dans les cas prévus aux a) et b), cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au Titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

Dans le cadre de cette résiliation, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire remet à l'acheteur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

19.3 Exécution de la prestation pour frais et risque

Conformément à l'article 45.1 du CAG-FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire

ARTICLE 20. Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

20.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses co-traitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

La Personne Publique se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

20.2 Protection de l'environnement

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, la Personne Publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

ARTICLE 21. Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout différend survenu à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 46 du C.C.A.G.-FCS. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable des litiges dans les conditions prévues aux articles R.2197-1 à D.2197-22 du Code de la commande publique.

En cas d'échec de cette procédure, les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent.

Toutes les correspondances seront rédigées en français.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 05 62 73 57 57
Fax : 05 62 73 57 40
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Toulouse
Tél. : 05 62 73 57 57
Fax : 05 62 73 57 40
Email : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

ARTICLE 22. Dérogation au C.C.A.G.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Nature de la dérogation	Article du C.C.A.P.	Article du C.C.A.G.-FCS
Documents contractuels	4	4
Opérations de vérifications	13	27 à 30
Pénalités	14	14
Responsabilité & assurance	15	8 et 9
Résiliation	6 et 17	42 et 41
Protection de la main d'œuvre et de l'environnement	18	6 et 7

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G.-FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.